

Saint-Charles-Borromée, le 12 février 2019

Aux membres du conseil,
**Régie intermunicipale du parc régional
des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles**

**Objet : Audit du rapport financier
de l'exercice de 2018**

Mesdames, Messieurs,

Je suis tenu de communiquer avec vous au moins tous les ans au sujet des questions significatives soulevées par mon audit.

L'objectif de mon audit est de fournir l'assurance que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives. Mon audit n'est pas conçu dans le but de relever des éléments à communiquer. Par conséquent, mon audit ne permet pas de relever tous les éléments susceptibles d'intéresser le conseil, et il ne convient donc pas de conclure à l'absence de tels éléments.

Les constatations significatives relevées au cours de mon audit pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont présentées ci-dessous :

1. Anomalies résultant d'erreurs autres que des erreurs négligeables.

Aucune.

2. Anomalies pouvant aboutir à des anomalies significatives dans les états financiers futurs.

J'ai remis à la direction des écritures de régularisation qui ont été passées aux livres pour le présent exercice financier.

3. Opérations inhabituelles importantes.

Aucune.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

☎ 450 755-6525
800 771-6525
📠 450 755-5211

4. Éléments significatifs ayant une incidence sur l'établissement des états financiers et les informations à fournir dans les états financiers.

Je n'ai relevé aucun changement important dans le processus d'établissement des estimations de la direction et dans la nature des informations fournies dans les états financiers.

5. Fraudes ou actes illégaux ou susceptibles d'être illégaux, autres que des actes considérés comme étant de peu de conséquence.

Je n'ai relevé aucun élément faisant douter de l'honnêteté et de l'intégrité de la direction, des employés ou d'autres personnes.

6. Opérations entre apparentés.

Aucune.

7. Référentiel d'informations financières.

Les principales méthodes comptables sont décrites dans la note 2 afférente aux états financiers. Il n'y a eu aucune modification de méthode comptable au cours de l'exercice.

8. Faiblesses importantes du contrôle interne.

J'ai relevé quelques faiblesses dans la conception ou la mise en œuvre du contrôle interne à l'égard de l'information financière :

- Les indemnités de vacances (4 %) sont versées à chacune des périodes de paies. Cette manière de fonctionner ne répond pas aux normes de la Commission des normes du travail du Québec car elles doivent être versées au moment de la prise de vacances ou au moment de la cessation d'emploi.
- Les heures de temps supplémentaire effectué par les employés ne sont pas majorées lorsque l'employé effectue plus de 40 heures/semaine. La banque d'heures est légale, cependant, les heures supplémentaires supérieures à 40 heures/semaine doivent être majorées.
- Au cours de l'exercice, le conseil a approuvé la décision du directeur général d'annuler l'utilisation des billets pré-numérotés pour les entrées au parc. Cette décision a entraîné une lacune importante au niveau du contrôle de l'intégralité des revenus d'entrées au parc. Je vous recommande donc de réinstaurer l'utilisation des billets d'entrées pré-numérotés.

PB

Je tiens à souligner la bonne collaboration que j'ai reçue de tout le personnel de la régie tout au long de mon travail.

La présente communication a été préparée dans le seul but de vous informer et ne vise aucune autre fin. Je décline toute responsabilité à l'égard des tiers qui pourraient utiliser cette communication.

Veillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

PB/hc

PB hc

RÉGIE INTERMUNICIPALE DU PARC RÉGIONAL
DES CHUTES MONTE-À-PEINE-ET-DES-DALLES

RAPPORT FINANCIER

2018

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Code géographique : R5212

Type d'organisme municipal : Régie intermunicipale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), CAROL ALEXANDRE, atteste la véracité du rapport financier

Signature

Date

2019-02-12

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
**Régie intermunicipale du parc régional
des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles**

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La régie tire des revenus d'entrées sur le site pour lesquels il ne m'a pas été possible d'effectuer l'audit de façon satisfaisante afin de s'assurer s'ils ont tous été comptabilisés. En conséquence, mon audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de la régie.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la régie conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

☎ 450 755-6525
800 771-6525
📠 450 755-5211

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la **Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 ET S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la régie à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la régie ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la régie.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la régie;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la régie à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Pierre Brabant, CPA aud. teur, CA

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Saint-Charles-Borromée,
le 12 février 2019.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- 6 -

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
Régie intermunicipale du parc régional
des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La régie tire des revenus d'entrées sur le site pour lesquels il ne m'a pas été possible d'effectuer l'audit de façon satisfaisante afin de s'assurer s'ils ont tous été comptabilisés. En conséquence, mon audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les livres de la régie.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de la régie conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 ET S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la régie à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la régie ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la régie.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la régie;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative,

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la régie à cesser son exploitation;

·j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit

PIERRE BRABANT CPA INC.

Par: Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Saint-Charles-Borromée,
le 12 février 2019.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2019-02-12

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	30 000	30 000	30 000
Transferts	4		22 872	15 901
Services rendus	5	212 800	203 909	191 054
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9		604	402
Autres revenus	10		3 774	7 207
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	242 800	261 159	244 564
Charges				
Administration générale	14	88 300	87 456	93 326
Sécurité publique	15			
Transport	16			
Hygiène du milieu	17			
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19			
Loisirs et culture	20	150 000	210 939	214 775
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 500	2 572	1 238
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	239 800	300 967	309 339
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 000	(39 808)	(64 775)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		855 357	920 132
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		855 357	920 132
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		815 549	855 357

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	94 062	70 643
Débiteurs (note 5)	2		
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	94 062	70 643
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 759	8 460
Revenus reportés (note 12)	12		
Dette à long terme (note 13)	13	6 881	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	16 640	8 460
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	77 422	62 183
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	727 871	781 529
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	10 256	11 645
	21	738 127	793 174
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	815 549	855 357

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 000	(39 808)	(64 775)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	14 940 ) (	14 299)
Produit de cession	3		14 400	1 800
Amortissement	4		56 235	57 939
(Gain) perte sur cession	5		(2 037)	(1 800)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		53 658	43 640
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		1 389	(767)
	11		1 389	(767)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 000	15 239	(21 902)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		62 183	84 085
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		62 183	84 085
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		77 422	62 183

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(39 808)	(64 775)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	56 235	57 939
Autres			
- GAIN SUR DISPOSITION IMMOBILI.	3	(2 037)	
-	4		
	5	14 390	(6 836)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6		
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 299	(1 702)
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	1 389	(767)
	14	17 078	(9 305)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(14 940)	(14 299)
Produit de cession	16	14 400	
	17	(540)	(14 299)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	6 881	
Remboursement de la dette à long terme	24	()	()
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	6 881	
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	23 419	(23 604)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	70 643	94 247
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	70 643	94 247
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	94 062	70 643

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles a été constituée le 11 septembre 1984 en vertu de l'article 580 du code municipal, suite à une entente entre les municipalités de Sainte-Béatrix, Sainte-Mélanie et Saint-Jean-de-Matha. La régie gère une entente visant à mettre en valeur un site naturel dans le but de favoriser un plan régional de développement du tourisme et de récréation en plein air.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

b) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie.

La politique de la régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'actifs non financiers au coût et sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et aménagement du site	4,00 %
Matériel de jeux	6,67 %
Matériel et outillage	10,00 %
Matériel de bureau	10,00 %
Véhicules	15,00 %
Matériel informatique	20,00 %

L'amortissement et la réduction de valeur des immobilisations corporelles, s'il y a lieu, constituent des charges de l'exercice et sont inscrites à l'état des résultats.

Au moment de la cession d'immobilisations corporelles, le gain ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est constaté à l'état des résultats.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers de la régie.

d) Revenus de transferts

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers conformément au chapitre SP3410 - Paiements de transferts du Manuel de comptabilité pour le secteur public.

Les revenus de transferts sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transferts reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

e) Autres éléments

Comptabilisation des revenus

Norme générale

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Normes particulières (critères de constatation)

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Dons

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Comptabilisation des charges

Norme générale

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les charges sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

Les charges sont imputées selon leur finalité, soit en fonction de l'activité pour laquelle le service est rendu.

Norme particulière

Les engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas constaté aux états financiers. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Monte-à-Peine-et-des-Dalles a été constituée le 11 septembre 1984 en vertu de l'article 580 du code municipal, suite à une entente entre les municipalités de Sainte-Béatrix, Sainte-Mélanie et Saint-Jean-de-Matha. La régie gère une entente visant à mettre en valeur un site naturel dans le but de favoriser un plan régional de développement du tourisme et de récréation en plein air.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

- les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la régie consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

b) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers de la régie.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

IMMOBILISATIONS:

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'état de la situation financière à titre d'actifs non financiers au coût et sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Bâtiments et aménagement du site	4,00 %
Matériel de jeux	6,67 %
Matériel et outillage	10,00 %
Matériel de bureau	10,00 %
Véhicules	15,00 %
Matériel informatique	20,00 %

L'amortissement et la réduction de valeur des immobilisations corporelles, s'il y a lieu, constituent des charges de l'exercice et sont inscrites à l'état des résultats.

Au moment de la cession d'immobilisations corporelles, le gain ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est constaté à l'état des résultats.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers de la régie.

D) Passifs

S/O

E) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés aux états financiers conformément au chapitre SP3410 - Paiements de transferts du Manuel de comptabilité pour le secteur public.

Les revenus de transferts sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transferts reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

tant que ces critères ne sont pas atteints

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Autres éléments

Comptabilisation des revenus

Norme générale

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Normes particulières (critères de constatation)

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Dons

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Comptabilisation des charges

Norme générale

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les charges sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

Les charges sont imputées selon leur finalité, soit en fonction de l'activité pour laquelle le service est rendu.

Norme particulière

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les engagements

L'engagement contracté envers un tiers de se procurer un bien ou un service n'est pas constaté aux états financiers. La comptabilisation de la charge se fait lorsque les biens ou les services sont reçus ou rendus.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 94 062	70 643
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
Autres éléments		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 94 062	70 643
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
S/O		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	
Organismes municipaux	15	
Autres		
-	16	
-	17	
	18	
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
S/O		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		
S/O		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	
Note		
S/O		
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	
Régimes de retraite des élus municipaux	42	
	43	
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
S/O		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	
Note		
S/O		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
10. Emprunts temporaires			
S/O			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	5 577	3 719
Salaires et avantages sociaux	48	2 981	3 263
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- TAXES - CONSOMMATION À PAYER	53	1 201	1 478
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	9 759	8 460

Note

S/O

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72		

Note

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,32	1,32	2020	2020	73	6 881
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	6 881
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	() ()
					83	6 881

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	4 111	100	109	117	4 111
2020	85	93	2 770	101	110	118	2 770
2021	86	94		102	111	119	
2022	87	95		103	112	120	
2023	88	96		104	113	121	
2024 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	6 881	106	115	123	6 881
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	6 881	108	116	125	6 881

Note
S/O

	2018	2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	77 422	62 183
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	77 422	62 183

Note
S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations

	<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160		187		214		
Autres	133	1 359 922	161	188		215	1 359 922	
Réseau d'électricité	134		162	189		216		
Bâtiments	135	197 472	163	190		217	197 472	
Améliorations locatives	136		164	191		218		
Véhicules	137	28 367	165	10 744	192	24 756	219	14 355
Ameublement et équipement de bureau	138	150	166		193		220	150
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 513	167	4 196	194		221	11 709
Terrains	140	459 033	168		195		222	459 033
Autres	141	2 263	169		196		223	2 263
	142	<u>2 054 720</u>	170	<u>14 940</u>	197	<u>24 756</u>	224	<u>2 044 904</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>2 054 720</u>	172	<u>14 940</u>	199	<u>24 756</u>	226	<u>2 044 904</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175		202		229	
Autres	148	1 053 545	176	54 396	203		230	1 107 941
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	197 472	178		205		232	197 472
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	15 798	180	863	207	12 393	234	4 268
Ameublement et équipement de bureau	153	90	181	15	208		235	105
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 401	182	846	209		236	5 247
Autres	155	1 885	183	115	210		237	2 000
	156	<u>1 273 191</u>	184	<u>56 235</u>	211	<u>12 393</u>	238	<u>1 317 033</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>781 529</u>					239	<u>727 871</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
S/O			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- ASSURANCES ET AUTRES	256	10 256	11 645
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	10 256	11 645
Note			
S/O			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

S/O

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes					
1					
Compensations tenant lieu de taxes					30 000
2					
Quotes-parts	30 000	30 000			30 000
3					
Transferts					22 872
4					
Services rendus					203 909
5					
Imposition de droits	212 800	212 800			203 909
6					
Amendes et pénalités					
7					
Revenus de placements de portefeuille					604
8					
Autres revenus d'intérêts					604
9					
Autres revenus					3 774
10					
Effet net des opérations de restructuration					3 774
11					
12	242 800	242 800	261 159	261 159	244 564
Investissement					
Taxes					
13					
Quotes-parts					
14					
Transferts					
15					
Imposition de droits					
16					
Autres revenus					
17					
Contributions des promoteurs					
18					
Autres					
19					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
20					
21	242 800	242 800	261 159	261 159	244 564
Charges					
Administration générale	88 300		87 456	87 456	93 326
22					
Sécurité publique					
23					
Transport					
24					
Hygiène du milieu					
25					
Santé et bien-être					
26					
Aménagement, urbanisme et développement					
27					
Loisirs et culture	150 000		154 704	154 704	214 775
28					
Réseau d'électricité					
29					
Frais de financement	1 500		2 572	2 572	1 238
30					
Effet net des opérations de restructuration					
31					
Amortissement des immobilisations					
32					
33	239 800		56 235 (	56 235)	
34	3 000		300 967	300 967	309 339
Excédent (déficit) de l'exercice			(39 808)	(39 808)	(64 775)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 000	(39 808)	(64 775)
Moins: revenus d'investissement	2 ()))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 000	(39 808)	(64 775)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		56 235	57 939
Produit de cession	5		14 400	1 800
(Gain) perte sur cession	6		(2 037)	(1 800)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		68 598	57 939
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	1 358))
	18		(1 358)	
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	3 000)	6 701)	14 299)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(3 000)	(6 701)	(14 299)
	26	(3 000)	60 539	43 640
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		20 731	(21 135)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	14 940	14 299
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(14 940)	(14 299)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 239	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	6 701	14 299
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	6 701	14 299
	19		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	20		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	155 000	144 446	171 015
Charges sociales	2	22 300	19 097	22 155
Biens et services	3	57 550	73 611	53 704
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4		34	
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 500	2 538	1 238
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		56 235	57 939
Autres				
- AUTRES DÉPENSES	15	3 450	5 006	3 288
-	16			
-	17			
	18	239 800	300 967	309 339

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille
Revenus sur les prêts aux entreprises
Autres revenus

1
2
3
4

Charges

Créances douteuses
Radiation de prêts
Variation de la provision pour moins-value

5
6

Intérêts sur la dette à long terme
Autres charges

7
8
9
10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Placements de portefeuille
Débiteurs
Prêts aux entreprises
Provision pour moins-value

12
13
14
15
16
17
18

() ()

Passifs

Créditeurs et charges à payer
Revenus reportés
Dette à long terme

19
20
21
22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises
Excédent (déficit) non affecté

23
24
25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres
Supportant les engagements de prêts

26
27
28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
--	----

	16
--	----

Excédent (déficit) de l'exercice	17
---	----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
---	----

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	69 559
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 000
Réserves financières et fonds réservés	3	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () (
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	720 990
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	781 529
	8	815 549
		855 357
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9	69 559
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	73 828
	11	69 559
		73 828
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- BUDGET EXERCICE SUIVANT	12	25 000
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	25 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26	25 000
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47	
	48	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 () ()	
	84	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 727 871	781 529
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 727 871	781 529
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 727 871	781 529
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (6 881) ()	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (6 881) ()	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	
	100 (6 881) ()	
	101 720 990	781 529

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
S/O		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 _____	_____
Charge de l'exercice	4 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	5 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 _____	_____
Provision pour moins-value	12 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	_____
	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	28 _____	_____
Autres	29 _____	_____
	30 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 _____	_____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
S/O		
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	_____

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	
	_____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

S/O

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
	_____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	_____

Note

S/O

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	22 872	15 901
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	22 872	15 901

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
TOTAL DES TRANSFERTS	141	22 872	15 901

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186		
	187		
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		
	212		
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224		
	225		
	212 800	203 909	191 054
	212 800	203 909	191 054
Réseau d'électricité			
	226		
	227	203 909	191 054
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	203 909	191 054

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229		
Droits de mutation immobilière	230		
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		
	233		
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	604	402
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	2 037	1 800
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	1 737	5 407
	246	3 774	7 207
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1					
2					
3	88 300	87 456		87 456	93 326
4					
5					
6					
7					
8	88 300	87 456		87 456	93 326
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
9					
10					
11					
12					
13					
TRANSPORT					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalisations 2018	Total	Réalisations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			23		
Réseau de distribution de l'eau potable			24		
Traitement des eaux usées			25		
Réseaux d'égout			26		
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés			27		
Collecte et transport			28		
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport			29		
Tri et conditionnement			30		
Matières organiques					
Collecte et transport			31		
Traitement			32		
Matériaux secs			33		
Autres			34		
Plan de gestion			35		
Autres			36		
Cours d'eau			37		
Protection de l'environnement			38		
Autres			39		
			40		
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social			41		
Sécurité du revenu			42		
Autres			43		
			44		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DEVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage			45		
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux			46		
Autres biens			47		
Promotion et développement économique					
Industries et commerces			48		
Tourisme			49		
Autres			50		
Autres			51		
			52		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles

Code géographique : R5212

Type d'organisme municipal : Régie intermunicipale

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rénumération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	10 744	14 299
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 196	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	14 940	14 299

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	14 940	14 299
	34	14 940	14 299

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6		6 881		6 881
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8		6 881		6 881
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19		6 881		6 881
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22		6 881		6 881

Note

S/O

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 881
--------------------	---	-------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	6 881
---	----	-------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	6 881
------------------------------	----	-------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	6 881
------------------------------------	----	-------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 881
--	----	-------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
61050	Sainte-Mélanie	2 294
62015	Saint-Jean-de-Matha	2 294
62020	Sainte-Béatrix	2 293

1

6 881

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	14 940	14 299
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	14 940	14 299

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***Code
géographique****Municipalité****Montant**

Ensemble des municipalités		
61050	Sainte-Mélanie	10 000
62015	Saint-Jean-de-Matha	10 000
62020	Sainte-Béatrix	10 000

1

30 000

Certaines municipalités

2

3

30 000

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	30 000	30 000	30 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11			
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18			
Autres	19			
Cours d'eau	20			
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25			
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27			
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29			
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31			
	32	30 000	30 000	30 000

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
1				***	***	***
2	1,00	35,00	1 366,00	***	***	***
3	1,00	35,00	1 437,00	***	***	***
4	8,00	35,00	6 910,00	***	***	***
5				***	***	***
6				***	***	***
7				***	***	***
8	10,00		9 713,00	***	***	***
9				***	***	***
10	10,00			***	***	***
Élus						

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11					
Transport en commun					
Eau et égout					
12					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable					
13					
Réseau de distribution de l'eau potable					
14					
Traitement des eaux usées					
15					
Réseaux d'égout	15 263		4 825	2 784	22 872
16					
Autres	15 263		4 825	2 784	22 872
17					

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 572	1 238
	4	2 572	1 238
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 572	1 238

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018*Non audité***Rémunération
(excluant charges
sociales)****Allocation de
dépenses**

Note

S/O

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____	\$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	_____ \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement**

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

31 32

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

33 34

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

35 36

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

37 38

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , LINDA GADOURY , atteste que le rapport financier de Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-02-18.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine-et-des-Dalles détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-02-12 15:05:29

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Régie intermunicipale du parc régional des Chutes-Monte-à-Peine

Affaires municipales
et Habitation

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	242 800	261 159	244 564
Investissement	2			
	3	242 800	261 159	244 564
Charges				
	4	239 800	300 967	309 339
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	3 000	(39 808)	(64 775)
Moins : revenus d'investissement	6 () () ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	3 000	(39 808)	(64 775)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		56 235	57 939
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	) (	1 358) ()
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	3 000 ) (	6 701 ) (	14 299)
Excédent (déficit) accumulé	12			
Autres éléments de conciliation	13		12 363	
	14	(3 000)	60 539	43 640
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		20 731	(21 135)

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	94 062	70 643
Débiteurs	2		
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	94 062	70 643
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	6 881	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	9 759	8 460
	10	16 640	8 460
Actifs financiers nets (dette nette)	11	77 422	62 183
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	727 871	781 529
Autres	13	10 256	11 645
	14	738 127	793 174
Excédent (déficit) accumulé	15	815 549	855 357

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	69 559	73 828
Excédent de fonctionnement affecté			
- BUDGET EXERCICE SUIVANT	17	25 000	
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	25 000	
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	() ()	
Financement des investissements en cours	30		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	720 990	781 529
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	815 549	855 357

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 881
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 881

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 881	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7		
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	6 881	

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11			
Compensations tenant lieu de taxes	12			
Quotes-parts	13	30 000	30 000	30 000
Transferts	14		22 872	15 901
Services rendus	15	212 800	203 909	191 054
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16			
Autres	17		4 378	7 609
	18	242 800	261 159	244 564
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21			
Autres	22			
	23			
	24	242 800	261 159	244 564

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	88 300	87 456	87 456	93 326
Sécurité publique					
Police	2				
Sécurité incendie	3				
Autres	4				
Transport					
Réseau routier	5				
Transport collectif	6				
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8				
Matières résiduelles	9				
Autres	10				
Santé et bien-être	11				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12				
Promotion et développement économique	13				
Autres	14				
Loisirs et culture	15	150 000	154 704	210 939	214 775
Réseau d'électricité	16			56 235	
Frais de financement	17	1 500	2 572	2 572	1 238
Effet net des opérations de restructuration	18				
Amortissement des immobilisations	19	239 800	244 732	300 967	309 339
	20		56 235 (	56 235)	
	21	239 800	300 967	300 967	309 339

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3